rapport annuel

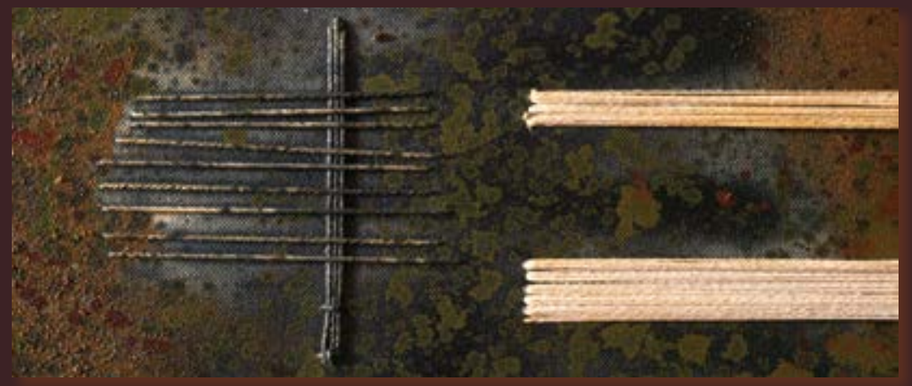
2012

BHS
Construire ensemble

rapport annuel 2012

Nous avons choisi d'illustrer ce présent Rapport d'Activité en revisitant l'immense œuvre de l'Artiste Peintre Sénégalais Souleymane Keïta...

Depuis 2006, la BHS s'implique dans la vie culturelle, par le soutien à l'initiative Artistique, en aidant à la diffusion des réalisations d'acteurs de la Culture Sénégalaise...



sommaire

3	Conseil d'Administration et Direction Générale
4	Répartition du Capital
5	Situation Economique et Financière
11	Législation et Réglementation
13	Activité
25	Etats Financiers
35	Rapport Général des Commissaires aux Comptes
41	Résolutions

BANQUE DE L'HABITAT DU SENEGAL

CONSEIL D' ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

M. Yéro Hameth DIALLO	**Président**
M. Assane SOUMARE	*Représentant la Caisse de Sécurité Sociale*
M. Oumar Seck	*Représentant le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat*
M. Mamadou Makhtar DIAGNE	*Représentant le Ministère de l'Economie et des Finances*
M. Mamadou CAMARA	*Représentant la BCEAO*
Mme Betty TOURE	*Représentant la CBAO*
M. Ousseynou NAKOULIMA	*Représentant la BICIS*
M. Souleymane NIANE	*Représentant les Compagnies d'Assurances*
M. Cheikh Mbacké KEBE	*Représentant la Holding KEBE*
M. Youssoupha DIOP	*Représentant le SPIDS*
M. Alassane Robert DIALLO	*Représentant l'IPRES*
M. Amadou Tidiane DIAW	*Observateur, représentant le Contrôle Financier*

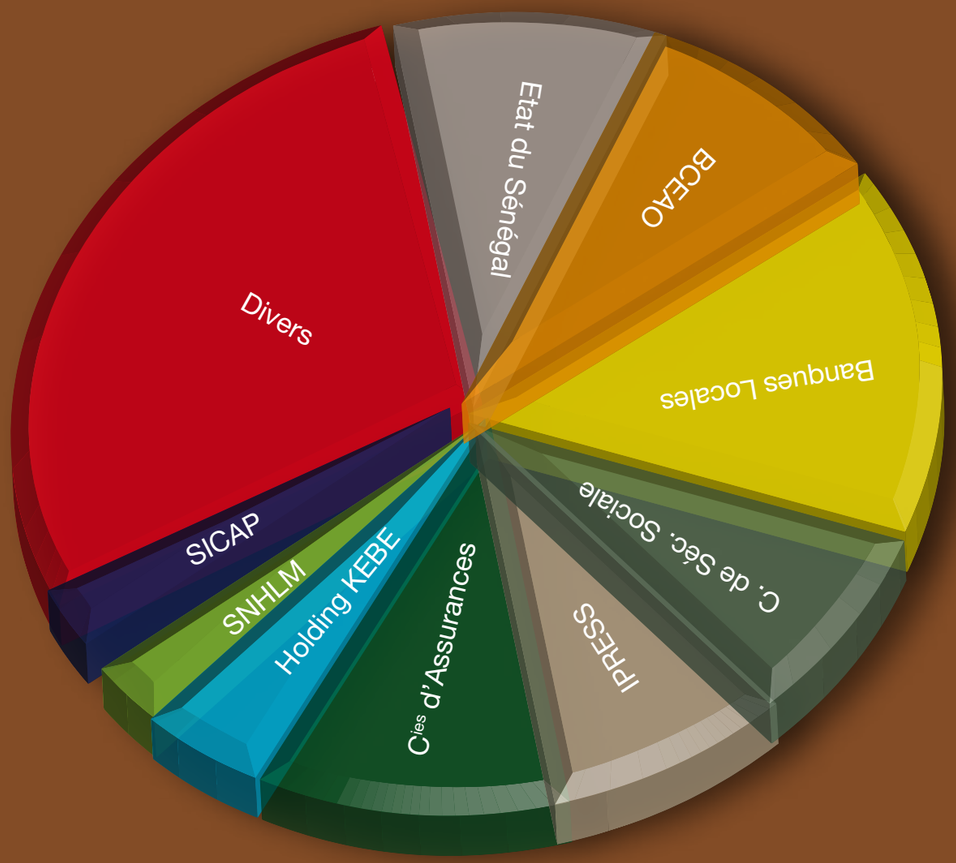
M. Mamadou Bocar SY	**Directeur Général**
M. Ababacar SARR	*Secrétaire Général*
Mme Safiétou YADE	*Directeur Administratif et Financier*
M. Abdoul Aziz MBODJ	*Directeur de l'Informatique et de l'Organisation*
M. Mouhamadou Abdoulaye NDIAYE	*Directeur de l'Audit et du Contrôle Général*
Mme Fary CAMARA	*Directeur des Risques et du Contentieux*
M. Abdou Salam GUEYE	*Conseiller en Système d'Information*
M. Mamadou GUEYE	*Directeur de l'Exploitation Commerciale*
M. Abdoulaye SAMBE	*Conseiller Juridique*
M. Babacar Sané NDIAYE	*Directeur du Développement et du Réseau*
M. Lamine NIANG	*Directeur des Opérations et de la Monétique*

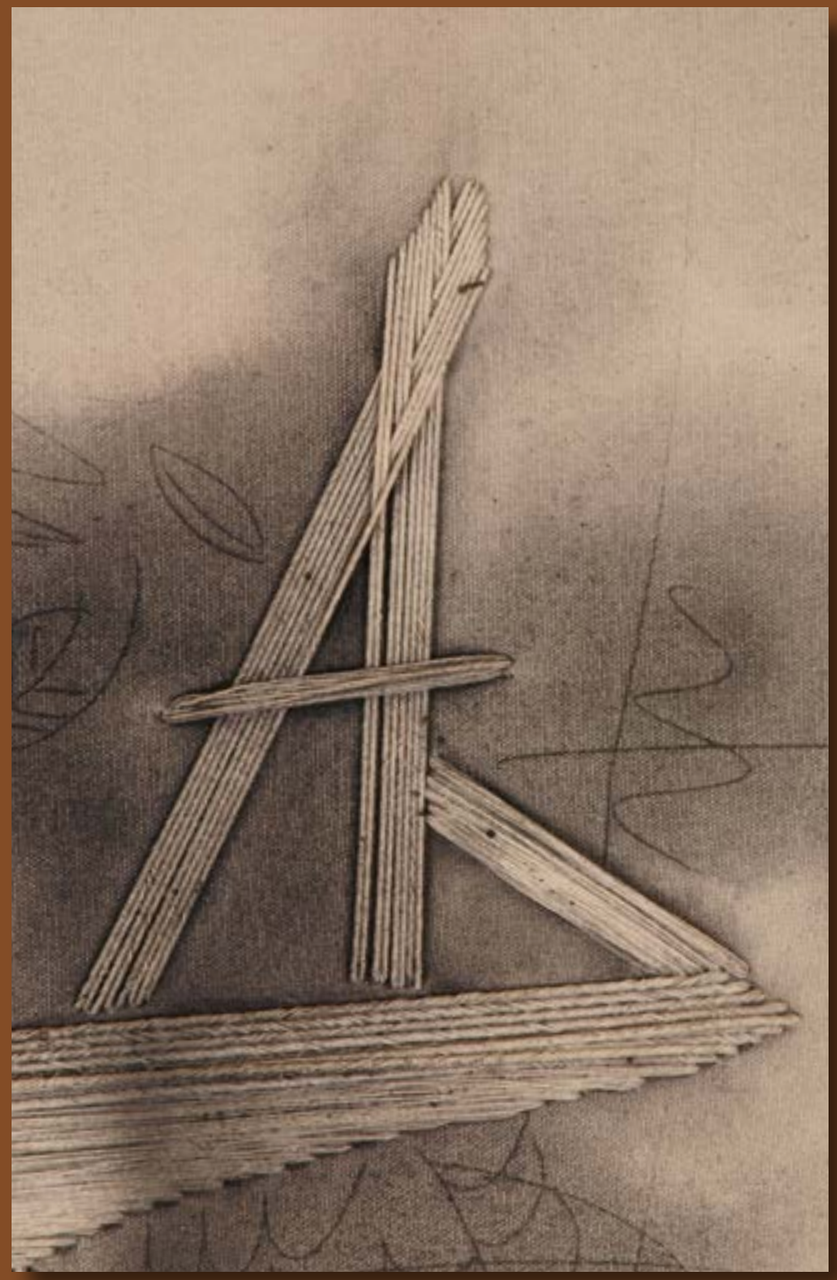
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Cabinet Aziz DIEYE	Cabinet Mayoro WADE

répartition du capital

Etat du Sénégal	954 020 000	**9,54%**
BCEAO	909 000 000	**9,09%**
Banques Locales	1 545 300 000	**15,45%**
IPRES	772 660 000	**7,73%**
Caisse de Sécurité Sociale	827 200 000	**8,27%**
Compagnies d'Assurances	1 089 580 000	**10,90%**
Holding KEBE	455 000 000	**4,55%**
SNHLM	272 700 000	**2,73%**
SICAP	272 700 000	**2,73%**
Divers	2 901 840 000	**29,02%**
Total	**10 000 000 000**	**100,00%**





situation économique et financière

situation économique et financière

l'environnement international

Cinq ans après son déclenchement, la gestion de la crise financière mondiale est demeurée le principal défi auquel les pays développés comme en développement ont été confrontés à des degrés divers en 2012.

La plupart des régions du monde ont été sur le coup des incertitudes suscitées par l'aggravation de la crise des dettes souveraines, les conséquences des politiques budgétaires mises en œuvre par de nombreux pays développés dans le but de réduire les déficits publics et la décélération du commerce mondial.

En 2012, les effets combinés de ces facteurs ont entraîné un ralentissement de l'activité économique mondiale, ce qui a amené le Fonds Monétaire International (FMI) à réviser à la baisse, à quatre reprises, ses prévisions de croissance. La dernière estimation faite en janvier 2013 situe le taux de croissance à 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011.

Seuls les Etats-Unis et le Japon ont fait exception, à la faveur du maintien des politiques économiques très expansionnistes dans le premier pays cité et des efforts de reconstruction dans le second, suite à la catastrophe de Fukushima.

Les échanges mondiaux ont également connu une progression moins forte en 2012, en liaison avec la chute de la demande intérieure des pays fortement affectés par la crise.

Les tensions sur les marchés monétaires et financiers qui semblaient s'atténuer à la fin de l'année 2011, se sont ravivées singulièrement dans la Zone euro.
Toutefois, les mesures prises par les dirigeants de la Zone euro en Septembre 2012 ont été accompagnées de développements positifs sur les marchés monétaires et financiers.

Sur le marché des changes, l'euro a pâti des incertitudes liées à la résolution de la crise, son cours s'est déprécié en moyenne de 7,7% vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, de 7,6% et 6,7% par rapport au yen et à la livre sterling en 2012.

Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés, avec un indice en hausse en glissement annuel, de 3,4% en Septembre 2012, reflétant l'impact des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient. L'indice des cours du pétrole a progressé de 5,4% sur la période.

Celui des prix des produits alimentaires s'est, pour sa part, accru de 1,6% sur la période.

En revanche, l'indice des prix des matières premières (métaux et produits agricoles) servant d'input pour les industries est en repli de 17,2% en glissement annuel, le secteur manufacturier étant affecté par le ralentissement de la demande chinoise et la situation dans la Zone euro.

situation économique et financière

La zone UEMOA après une année 2011 particulièrement difficile, marquée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel, a connu cette année ci, un fort rebond de la croissance. En effet, la reprise plus forte que prévu de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière dans les domaines aurifère et pétrolier, le redressement de la production agricole après la mauvaise campagne 2011/2012, le raffermissement de la production industrielle et l'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique ont eu des impacts positifs sur la croissance.

Le produit intérieur brut de l'Union enregistrerait une progression de 5,8% en 2012 contre 0,6% un an plus tôt.

Le taux d'inflation de l'Union s'est établi en moyenne à 2,4% en 2012, traduisant une décrue par rapport au taux de 3,9% enregistré en 2011. En glissement annuel, le niveau général des prix est ressorti en hausse de 2,8% à fin décembre 2012.

au sénégal

Au Sénégal, l'activité économique s'est ressentie en 2012 des effets des troubles sociaux ayant marqué la période pré-électorale et qui ont entrainé un attentisme auprès des acteurs économiques. Cette situation a été aggravée par les conséquences des crises survenues au Mali et en Guinée-Bissau, dont les effets ont été perceptibles sur les échanges commerciaux et sur l'activité de certains prestataires de services de transport.

Le Produit intérieur brut, en termes réels, progresserait de 3,7% contre 2,6% en 2011.
La croissance serait tirée principalement par le secteur tertiaire, moteur traditionnel de l'économie sénégalaise.

Le secteur primaire serait le deuxième pilier de la croissance économique, avec un apport de 1,1 point en 2012 contre -1,5 point en 2011. L'accroissement de la production attendue au cours de la campagne agricole 2012/2013, qui a connu un bon déroulement, expliquerait l'amélioration de la contribution de ce secteur. .

Le secteur secondaire, en raison de la baisse d'activité dans la branche «fabrication de corps gras alimentaires», du fait de la chute de 59% de la production d'arachide durant la campagne agricole 2011/2012, réduirait de 0,9 point l'apport à la croissance, qui ressortirait à 0,6 point en 2012. Le secteur bénéficierait, toutefois, du dynamisme des activités extractives et de l'augmentation de l'offre d'énergie électrique, consécutive aux mesures prises par le Gouvernement pour assurer une amélioration de la fourniture d'énergie électrique.

Le secteur tertiaire devrait contribuer pour 2,0 points à la croissance du PIB, ce qui est en relation avec l'orientation favorable de l'activité dans les services, notamment financiers, qui ont bénéficié du dynamisme des structures d'intermédiation.

La gestion budgétaire au cours de l'année 2012 est caractérisée par une bonne tenue des recettes (+13%) et une meilleure maîtrise de la progression des dépenses publiques (+7,4%). Les recettes seraient portées principalement par les recettes fiscales, qui progresseraient de 0,8 point de pourcentage du PIB. La hausse des dépenses totales résulterait de celle des dépenses d'investissement, qui augmenteraient de 1,6 point de pourcentage du PIB, les dépenses courantes devant régresser de 0,7 point. Au total, le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, s'établirait à 615,4 milliards ou 8,5% du PIB contre 604,8 milliards ou 8,9% du PIB en 2011.

Sources :
• Rapport sur les Perspectives Economiques 2013 des Etats de l'UEMOA par la BCEAO.

législation et règlementation

législation et règlementation

Durant l'exercice 2012, les principaux changements réglementaires ont été les suivants :

Loi N°2012-02- du 3 Janvier 2012 sur le crédit-bail au Sénégal

L'activité liée au crédit-bail a connu une évolution qui a nécessité le toilettage du décret numéro 71-458 du 22 Avril 1971 qui fixait les conditions dans lesquelles les sociétés de crédit-bail étaient habilitées à exercer leur compétence.
C'est la raison pour laquelle le législateur a décidé d'instituer par la loi numéro 2012-02 du 3 janvier 2012 un cadre juridique et réglementaire en parfaite harmonie avec la loi N°2008-26 du 28 Juillet 2008 portant réglementation bancaire, le SYSCOA et les dispositions de l'OHADA.

Décret 2012-318 du 29 Février 2012 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du décret 2009-503 du 29 mai 2009 portant tarif des huissiers de justice

Après trois (3) années de pratique, le décret portant tarif des huissiers a révélé le caractère parfois injustifié du montant et des modalités de perception de leur rémunération.
Il en va ainsi pour le droit de recette de 5% applicable en cas d'adjudication, de recouvrement et d'encaisse de créances. Le décret sous revue apporte les rectifications nécessaires en instituant un droit proportionnel.

En second lieu on note que le pourcentage de 3% exigé en cas de paiement à la présentation de chèque et d'effet de commerce n'est pas pertinent, ce qui entraine son réaménagement.

Enfin l'exigibilité immédiate du droit de recette en cas d'accord ou de moratoire judiciaire ou conventionnelle entre les parties ne se justifie pas. En effet le droit de recette ne peut être calculé que sur la somme effectivement encaissée et non sur le montant de la créance.
Le décret corrige cette insuffisance.

Décret N°2012-396 du 27 Mars 2012 instituant le numéro d'identification cadastral (NICAD)

L'existence de multiples identifiants parcellaires a été à l'évidence source de confusion et d'opacité dans la gestion du domaine national, du patrimoine foncier de l'Etat mais aussi dans la surveillance des droits réels des particuliers par les services comptants.

Le décret portant NICAD a procédé à une harmonisation des critères d'identification en créant un système d'identification à seize (16) chiffres désormais applicable par tout service du cadastre territorialement compétent.

Loi 2012-31 du 31 décembre 2012 portant code général des impôts

La fiscalité sénégalaise a été toujours marquée par sa complexité à plusieurs niveaux. C'est le cas notamment du système de l'impôt sur les revenus, des droits d'enregistrement et de la TVA. Il s'y ajoute une multitude de régimes dérogatoires qui posaient un problème de lisibilité et de cohérence sans compter une certaine injustice fiscale.

Enfin les nombreux et disparates textes d'application avaient accentué les difficultés pour maitriser un instrument de politique économique aussi essentiel que le code général des impôts dont l'impact ne fait l'objet d'aucun doute.

Au regard de toutes ces considérations la loi 2012-31 du 31 décembre 2012 a procédé à une refonte totale du dispositif fiscal dans le but :

- d'améliorer la qualité du dispositif fiscal ;
- d'accroitre le rendement budgétaire de l'impôt par l'élargissement de l'assiette ;
- de promouvoir une meilleure justice fiscale et le consentement à l'impôt ;
- de mettre en place un droit fiscal commun incitatif pour promouvoir la croissance économique et améliorer l'environnement des affaires.

activité de la banque

activité de la Banque

L'année 2012 a été une année de pleine exécution du projet BHS 2015 avec le démarrage du projet de changement de notre système d'information et la mise en œuvre des mesures prévues en faveur des clients et des partenaires.

Au plan commercial, la BHS a procédé durant le premier semestre à l'émission des nouvelles cartes Visa (Electron, Classique et Gold). Elle a aussi changé son identité visuelle pour mieux adapter son image aux mutations actuelles et futures.

Les travaux de la nouvelle agence de Thiés, située en plein centre-ville, viennent d'être achevés.
La situation géographique et les nouvelles couleurs de cette dernière lui assurent une bonne visibilité et une meilleure accessibilité.

Dans le domaine réglementaire, la banque a durant l'exercice augmenté son capital de 5 milliards F CFA par incorporation de réserves.
Le capital a été porté à 10 milliards F CFA conformément aux nouvelles dispositions de la BCEAO.

L'exercice 2012 a été clôturé avec un total bilan de 230,44 milliards F CFA contre 225,60 milliards FCFA au 31 décembre 2011, soit une progression de 2,15%.

Les ressources globales sont estimées à 221,6 milliards F CFA au 31 Décembre 2012 contre 216,28 milliards FCFA à fin décembre 2011.
La clientèle de la banque a bénéficié d'un encours total de crédits alloués de 135,54 milliards FCFA à la clôture de l'exercice 2012, contre 130,72 milliards FCFA à fin 2011, soit une augmentation de 4% en valeur relative.

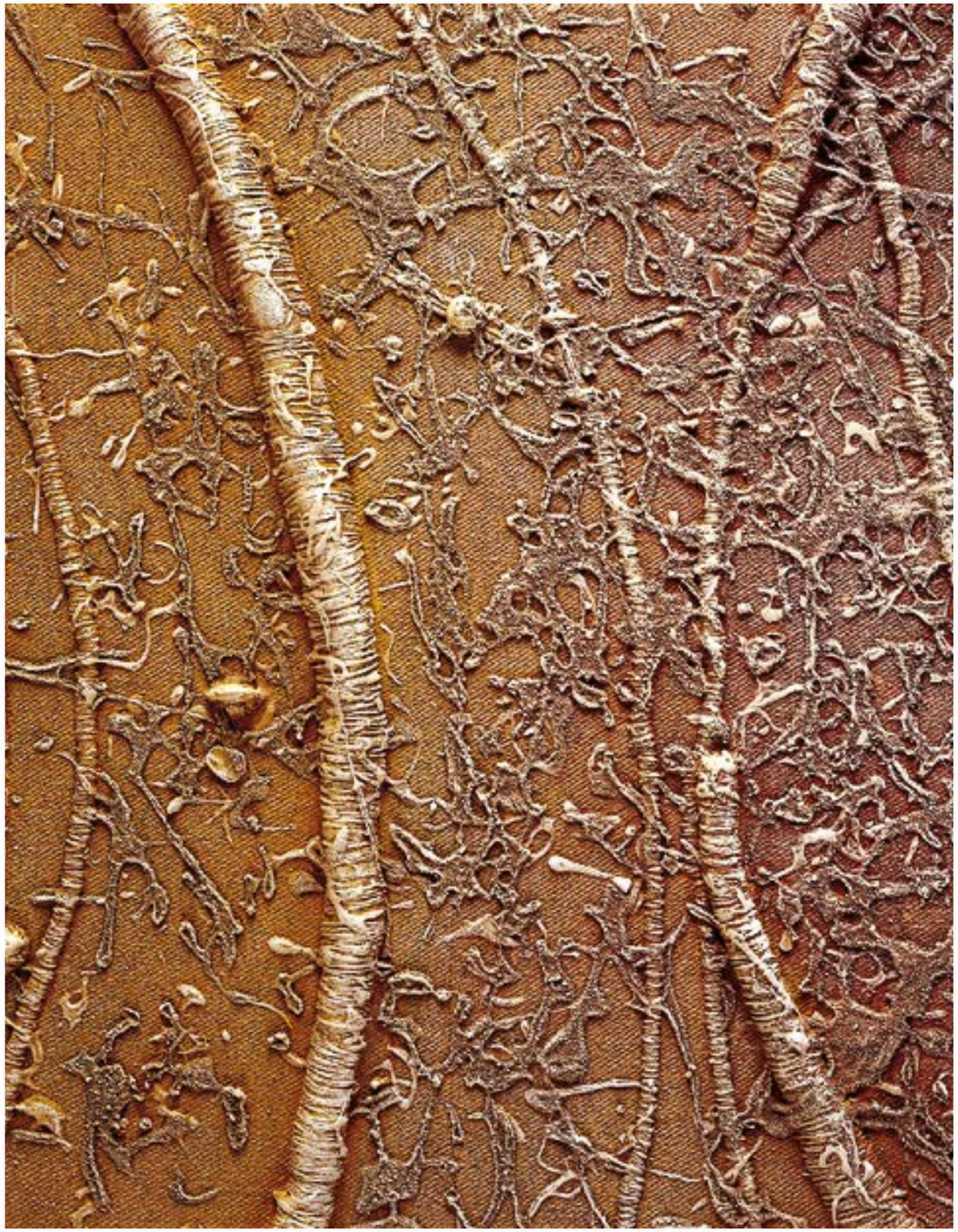
Les produits financiers sont arrêtés à 17,89 milliards FCFA au 31 décembre 2012, avec une légère baisse de 0,2% en valeur relative par rapport à leur niveau au 31 décembre 2011 où leur montant était ressorti à 17,92 milliards F CFA.
Les charges financières ont fortement régressé et passent de 6,37 milliards F CFA à 4,77 milliards F CFA, soit une baisse de 25% en valeur relative entre les deux exercices.

Le produit net bancaire qui a été arrêté au 31 Décembre 2012 à 13,12 milliards FCFA dépasse de loin celui enregistré en 2011 avec une évolution de 14%.

Les charges d'exploitation suivent la même mouvance que le PNB, ils ont atteint 6,079 milliards FCFA à la clôture de l'exercice 2012, contre 5,15 milliards à fin décembre 2011, soit une hausse de 18% en valeur relative.

Le résultat d'exploitation qui intègre les amortissements et provisions est en nette amélioration par rapport à l'année 2011 et passe de 6,04 milliards F CFA au 31 Décembre 2011 à 6,35 milliards F CFA au terme de l'exercice 2012.

En revanche, **le résultat net de la banque** n'a pas suivi la même tendance du fait du redressement fiscal subi et de l'augmentation du taux d'imposition à la faveur du nouveau code général des impôts; il a été arrêté à 3,94 milliards au 31 Décembre 2012, contre 5,095 milliards à fin 2011, soit une baisse de 23% en valeur relative.



La Banque de l'Habitat du Sénégal promeut le logement social durable

Le Ministre de l'Energie et des Mines et le Directeur Général de la Banque de l'Habitat du Sénégal ont paraphé le 10 juillet 2012, sous la présidence du Premier Ministre, un protocole d'accord pour le financement des particuliers désireux d'acquérir des kits solaires et des équipements compatibles pour le logement.

A travers ce protocole, la BHS met à la disposition des clients un crédit KIT-SOLAIRE à des conditions très préférentielles.

Afin de mieux sécuriser les acquéreurs, le Ministère de l'Energie et des Mines a mis en place un système d'agrément de spécialistes de la production et de la distribution des Kits, gage de la maintenance et de la sécurisation des investissements.

Le parainnage du Premier Ministre traduit la volonté des plus hautes autorités du pays de solutionner les problèmes de l'energie et de promouvoir les energies renouvables et respectueuses de l'environnement.

Soutien à la politique sociale des entreprises

Photos : BHS

L'Hopital Principal de Dakar et la Banque de l'habitat du Sénégal (BHS) ont signé une convention destinée à faciliter l'accès à la propriété foncière aux agents de cette structure hospitalière.

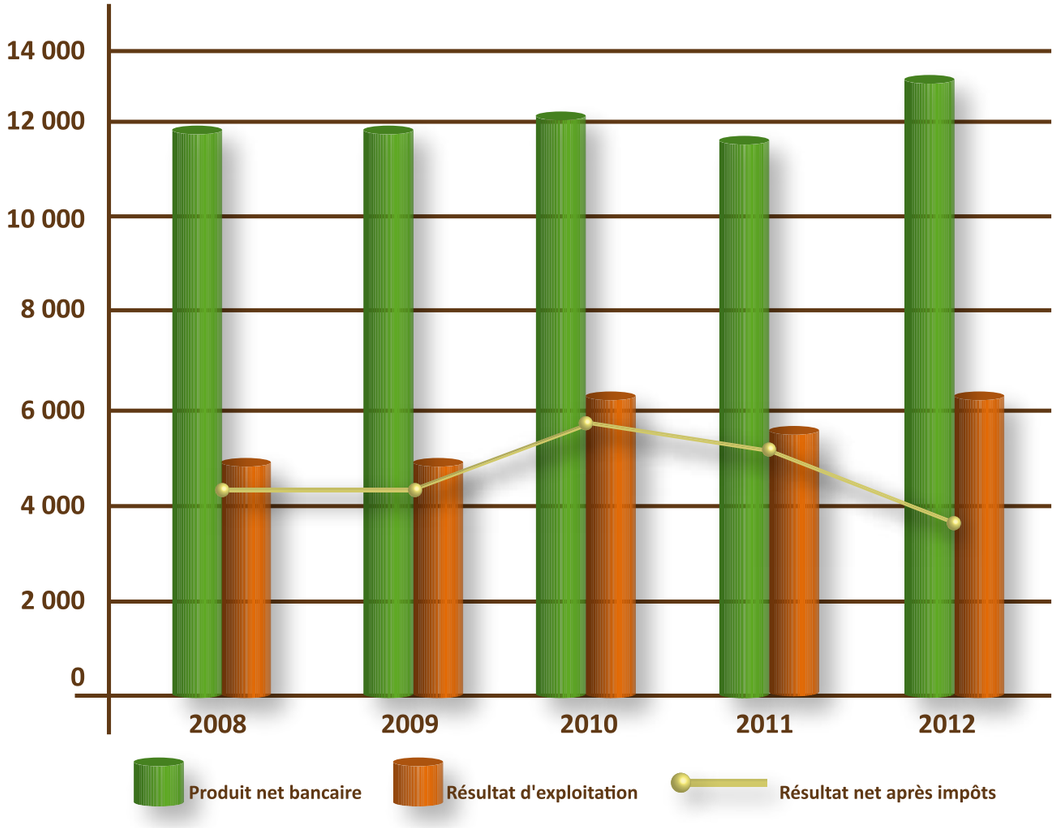
Photos : BHS/SSPP Soleil

Sspp « Le Soleil » et la Banque de l'habitat du Sénégal (BHS) ont ouvert une nouvelle dynamique de partenariat. Les directeurs des deux structures ont paraphé, une convention destinée à faciliter l'accès au logement et à des crédits d'équipements aux agents du quotidien national.

évolution des résultats de la BHS Siège de 2008 à 2012

Evolution des résultats de la BHS Siège de 2008 à 2012 *(en millions de F CFA)*

Postes / Année	2008	2009	2010	2011	2012
Produit net bancaire	11 953	12 003	12 207	11 548	13 126
Résultat d'exploitation	5 316	5 085	6 219	6 047	6 354
Résultat net après impôt	4 529	4 444	5 445	5 093	3 946



le respect de la règlementation bancaire

Les principaux ratios prudentiels fixés par la BCEAO sont décrits ci-dessous.
Pour l'essentiel, la BHS respecte les normes prudentielles en vigueur dans la zone UEMOA.

RATIOS BCEAO	NORMES	31/12/2012	31/12/2011
Coefficient de liquidité	minimum 75 %	158,74	162,25
Structure du portefeuille	minimum 60 %	52,41	40,36
Fonds propres / Risques	minimum 8 %	37,08	35,81
Engagement du personnel / Fonds propres effectifs	maximum 20 %	8,99	8,18
Couverture des emplois à MLT par des ressources stables	minimum 75 %	77,16	70,04

Les projets phares de l’année

SNHLM Kaolack

SNHLM Kaolack

Universal Zac de Mbao

Comico Bambilor

SNHLM Kaolack

SOCABEG

Coopérative Ancar - viabilisation a Keur Massar

activité de la BHS new-york

Au 31 décembre 2012, le total bilan s'établit à 4 694 997 dollars contre 5 830 155 dollars en décembre 2011, soit une baisse de 19,50% en valeur relative.

Les commissions et autres produits divers se chiffrent au 31 décembre 2012 à 1 842 139 dollars contre des charges financières de 382 171 dollars.

Les frais généraux se montent à 1 014 411 dollars au 31 décembre 2012.

La dotation aux amortissements constituée au titre de l'exercice 2012 s'élève à 33 302 dollars contre 53 260 dollars en 2011.

Le résultat de l'exercice 2012 est un déficit de 479 806 dollars contre un bénéfice de 257 029 dollars en décembre 2011.

Photo : D.R.

états financiers

états financiers BHS siège

BILAN

ACTIF

	31/12/2011	31/12/2012	Var
Caisse	1 584 215 336	1 449 261 373	-8,52%
Banques Centrales	11 024 190 225	8 393 356 113	-23,86%
CCP Trésor	114 596 356	211 738 455	84,77%
Banques & autres corresp. bancaires	3 924 802 638	2 345 896 448	-40,23%
Sous-Total	**16 647 804 555**	**12 400 252 389**	**-25,51%**
Crédits à court terme	47 135 595 161	52 074 276 819	10,48%
Crédits à moyen terme	41 686 606 699	42 425 013 161	1,77%
Crédits à long terme	39 389 990 274	40 725 141 516	3,39%
Sous-Total	**128 212 192 134**	**135 224 431 496**	**5,47%**
Impayés et immobilisés	5 200 855 429	5 602 565 830	7,72%
Douteux et litigieux	11 233 967 410	12 051 842 079	7,28%
Provisions pour créances douteuses	-8 503 752 314	-8 888 805 645	4,53%
Sous-Total	**7 931 070 525**	**8 765 602 264**	**10,52%**
Débiteurs divers (nets)	1 011 103 037	1 024 467 032	1,32%
Comptes d'ordre et divers	5 057 797 549	9 750 193 561	92,78%
Sous-Total	**6 068 900 586**	**10 774 660 593**	**77,54%**
Titres de participation	403 754 352	403 754 352	0,00%
Titres de placement	61 218 030 352	57 993 789 648	-5,27%
Immobilisations nettes	3 646 439 852	3 824 629 151	4,89%
Autres actifs	776 274 064	358 557 970	-53,81%
Dotation Agence New-York	697 730 000	697 730 000	0,00%
Sous-Total	**66 742 228 620**	**63 278 461 121**	**-5,19%**
Total de L'Actif	**225 602 196 420**	**230 443 407 863**	**2,15%**

BILAN

PASSIF

	31/12/2011	31/12/2012	Var
Banques & autres corresp. bancaires	3 600 000 000	4 147 000 000	15,19%
Sous-Total	**3 600 000 000**	**4 147 000 000**	**15,19%**
Comptes de virement	33 579 961 846	33 889 390 481	0,92%
Autres sommes dues à la clientèle	10 391 344 535	11 218 443 484	7,96%
Comptes d'épargne - logement	78 847 192 514	77 374 913 045	-1,87%
Autres comptes d'épargne	6 532 368 691	6 593 047 580	0,93%
Dépôts à terme	37 565 549 068	35 652 463 475	-5,09%
Sous-Total	**166 916 416 654**	**164 728 258 065**	**-1,31%**
Créditeurs divers	1 958 740 282	2 279 200 963	16,36%
Comptes d'ordre et divers	2 511 058 885	2 868 701 949	14,24%
Sous-Total	**4 469 799 167**	**5 147 902 912**	**15,17%**
Emprunt AFD	2 733 154 168	7 707 494 752	182,00%
Crédit Habitat IDA	351 217 518	117 072 508	-66,67%
F.A.H.U.	8 790 000 000	8 790 000 000	0,00%
Dotation initiale	1 000 000 000	1 000 000 000	0,00%
Provisions pour risques et charges	1 595 252 890	1 218 954 794	-23,59%
Sous-Total	**14 469 624 576**	**18 833 522 054**	**30,16%**
Report à nouveau	39 048 549	18 869 679	-51,68%
Réserves	26 013 400 262	23 627 486 344	-9,17%
Capital social	5 000 000 000	10 000 000 000	100,00%
Résultats en instance d'affectation	5 093 907 212	3 940 368 809	-22,65%
Sous-Total	**36 146 356 023**	**37 586 724 832**	**3,98%**
Total du Passif	**225 602 196 420**	**230 443 407 863**	**2,15%**

états financiers BHS siège

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31/12/2011	31/12/2012	Var
ENGAGEMENTS DONNÉS			
Sous forme d'acceptation d'avals et de caution et autres garanties	4 276 227 037	4 494 695 934	5,11%
Engagements donnés sur crédits habitat	3 667 471 942	3 269 396 675	-10,85%
ENGAGEMENTS REÇUS			
Ordre Etablissements de crédit	4 914 281 655	3 508 537 352	-28,61%
Ordre Etat et organismes assimilés	0	0	
Autres garanties reçues	0	0	
OPERATIONS /COMPTE DE TIERS			
Valeurs encaissement reçues de la clientèle	164 933 476	361 853 676	119,39%
Titres clientèle		35 000 000	

COMPTES PERTES ET PROFITS

	31/12/2011	31/12/2012	Var
PRODUITS S/CREDITS CLIENTÈLE			
Intérêts sur prêts ordinaires	4 089 463 771	4 069 680 677	-0,48%
Intérêts sur prêts aidés	3 608 073 587	3 531 077 723	-2,13%
Intérêts sur crédits promoteurs	1 382 272 696	1 899 470 650	37,42%
SOUS-TOTAL	**9 079 810 054**	**9 500 229 050**	**4,63%**
AUTRES PRODUITS BANCAIRES			
Commissions	2 470 409 756	3 075 351 751	24,49%
Autres produits	1 839 744 338	1 441 122 974	-21,67%
SOUS-TOTAL	**4 310 154 094**	**4 516 474 725**	**4,79%**
PRODUITS DES PLACEMENTS			
Banques & autres corresp. bancaires	455 016 860	142 964 752	-68,58%
Produits sur titres de placement	4 083 129 362	3 737 122 187	-8,47%
SOUS-TOTAL	**4 538 146 222**	**3 880 086 939**	-14,50%
TOTAL PRODUITS	**17 928 110 370**	**17 896 790 714**	**-0,17%**
CHARGES			
Intérêts/Comptes Epargne Logement	2 581 366 822	1 754 802 052	-32,02%
Intérêts/Comptes à Terme	1 614 702 366	1 528 468 806	-5,34%
Intérêts/autres comptes épargne	185 098 356	151 321 457	-18,25%
Autres charges sur clientèle	387 300 709	349 115 500	-9,86%
Interêts sur autres emprunts	150 853 528	143 528 903	-4,86%
SOUS-TOTAL	4 919 321 781	**3 927 236 718**	**-20,17%**
Autres charges à caractère bancaire	1 459 808 404	843 414 932	-42,22%
TOTAL CHARGES	**6 379 130 185**	**4 770 651 650**	**-25,21%**

COMPTES PERTES ET PROFITS

	31/12/2011	31/12/2012	Var
PRODUITS NET BANCAIRE	**11 548 980 185**	**13 126 139 064**	13,66%
Frais généraux			
Frais de personnel	2 674 889 012	3 056 332 916	14,26%
Matières et fournitures	693 566 990	671 409 450	-3,19%
Autres charges d'exploitation	1 408 657 580	1 781 136 347	26,44%
Impôts et taxes	380 624 735	570 345 812	49,84%
SOUS-TOTAL	**5 157 738 317**	**6 079 224 525**	**17,87%**
Dotation aux amortissements	713 725 575	652 339 647	-8,60%
Dotation aux provisions	1 445 627 330	2 213 259 433	53,09%
Reprises sur provisions	1 815 655 894	2 167 577 582	19,38%
SOUS-TOTAL	**343 697 011**	**698 021 498**	103,09%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**6 047 544 857**	**6 348 893 041**	**4,98%**
Pertes	-551 367 495	-1 882 250 087	241,38%
Profits	122 130 119	251 039 577	105,55%
SOUS-TOTAL	**-429 237 376**	**-1 631 210 510**	280,03%
BÉNÉFICE NET AVANT IMPÔTS	**5 618 307 481**	**4 717 682 531**	**-16,03%**
Impôts sur société	524 400 269	777 313 722	48,23%
BÉNÉFICE NET APRÈS IMPÔTS	**5 093 907 212**	**3 940 368 809**	**-22,65%**

Photos : BHS

La BHS à la rencontre de ses clients de la Diaspora - Salon de l'Habitat, édition 2012

BILAN

NEW YORK — GROUPE

ACTIF	2011	2012	Var	2011	2012	Var
Caisses	567 795	0	-100,00%	1 584 783 131	1 449 261 373	-8,55%
Banques Centrales				11 024 190 225	8 393 356 113	-23,86%
CCP Trésor				114 596 356	211 738 455	84,77%
Banques & cor. bancaires	2 511 828 628	1 432 939 410	-42,95%	6 252 371 948	3 631 428 404	-41,92%
Sous-Total	**2 512 396 423**	**1 432 939 410**	**-42,97%**	**18 975 941 660**	**13 685 784 345**	**-27,9%**
Crédits à court terme				47 135 595 161	52 074 276 819	10,48%
Crédits à moyen terme				41 686 606 699	42 425 013 161	1,77%
Crédits à long terme				39 389 990 274	40 725 141 516	3,39%
Sous-Total	**0**	**0**		**128 212 192 134**	**135 224 431 496**	**5,47%**
Impayés et immobilisés				5 200 855 429	5 602 565 830	7,72%
Douteux et litigieux				11 233 967 410	12 051 842 079	7,28%
Prov. créances douteuses				-8 503 752 314	-8 888 805 645	4,53%
Sous-Total	**0**	**0**		**7 931 070 525**	8 765 602 264	**10,52%**
Débiteurs divers (nets)		252 488 672		1 011 103 037	1 276 955 704	26,29%
Comptes d'ordre et divers	280 928 335	265 125 485	-5,63%	5 338 725 884	10 015 319 046	87,60%
Sous-Total	**280 928 335**	**517 614 157**	**84,25%**	**6 349 828 921**	11 292 274 750	**77,8%**
Titres de participation				403 754 352	403 754 352	0,00%
Titres de placement				61 218 030 352	57 993 789 648	-5,27%
Immobilisations nettes	144 642 785	50 145 049	-65,33%	3 791 082 637	3 874 774 200	2,21%
Autres actifs	17 687 835	333 466 092	**1785,28%**	793 961 899	692 024 062	-12,84%
Dotation Bureau N. York						
Sous-Total	**162 330 620**	**383 611 141**	**136,31%**	**66 206 829 240**	62 964 342 262	**-4,9%**
Total de l'Actif	**2 955 655 378**	**2 334 164 708**	**-21,03%**	**227 675 862 480**	**231 932 435 117**	**1,87%**

cours du dollar / taux Bceao :
au 31/12/2011 : 506,96 FCFA
au 31/12/2012 : 497,16 FCFA

BILAN

NEW YORK — GROUPE

PASSIF	2011	2012	Var	2011	2012	Var
Banques & cor. bancaires	1 783 975 510	1 633 637 433	-8,43%	5 383 975 510	5 780 637 433	7,37%
Sous-Total	**1 783 975 510**	1 633 637 433	**-8,43%**	**5 383 975 510**	**5 780 637 433**	**7,37%**
Comptes de virement				33 579 961 846	33 889 390 481	0,92%
Autres sommes dues à la clientèle				10 391 344 535	11 218 443 484	7,96%
CEL				78 847 192 514	77 374 913 045	-1,87%
Autres cptes d'épargne				6 532 368 691	6 593 047 580	0,93%
Dépôt à terme				37 565 549 068	35 652 463 475	-5,09%
Sous-Total	0	**0**		**166 916 416 654**	**164 728 258 065**	**-1,31%**
Créditeurs divers	188 463 901	10 216 638		2 147 204 183	2 289 417 601	6,62%
Comptes d'ordre & divers	0	0		2 641 965 507	2 981 521 715*	12,85%
Sous-Total	**188 463 901**	**10 216 638**	**-94,58%**	**4 789 169 690**	**5 270 939 316**	**10,06%**
Emprunt AFD				2 733 154 168	7 707 494 752	
Crédit Habitat IDA				351 217 518	117 072 508	-66,67%
F.A.H.U.				8 790 000 000	8 790 000 000	0,00%
Dotation initiale				1 000 000 000	1 000 000 000	0,00%
Prov./risques et charges				1 595 252 890	1 218 954 794	-23,59%
Sous-Total	**0**	**0**		**14 469 624 576**	**18 833 522 054**	**30,16%**
Report à nouveau	-159 983 395	-29 106 232	-81,81%	-120 934 846	-10 236 553	-91,54%
Réserves				26 013 400 262	23 627 486 344	-9,17%
Dettes	191 620 740	152 508 304	-20,41%			
Capital social	821 275 200	805 448 916	-1,93%	5 000 000 000	10 000 000 000	100,00%
Résultat Net	**130 303 422**	**-238 540 351**	**-283,07%**	**5 224 210 634**	**3 701 828 458**	**-29,14%**
Sous-Total	**983 215 967**	**690 310 637**	**-29,79%**	**36 116 676 050**	**37 319 078 249**	**3,33%**
Total du Passif	**2 955 655 378**	**2 334 164 708**	**-21,03%**	**227 675 862 480**	**231 932 435 117**	**1,87%**

* dont 123.545.200 / écart de réévaluation de la dotation du bureau de N.Y pour 2011 et 7.361.422 / écart de réévaluation des crédits moyen terme accordés à BHS NY par le Siège
* dont 107.718.916 / écart de réévaluation de la dotation du bureau de N.Y pour 2012 et 5.100.850 / écart de réévaluation des crédits moyen terme accordés à BHS NY par le Siège

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	NEW YORK	GROUPE	
ENGAGEMENTS DONNÉS	31/12/2011	31/12/2012	Var
Sous forme d'acceptation d'avals et de cautions et autres garanties	4 276 227 037	4 494 695 934	5,11%
Engagements donnés sur crédits habitat	3 667 471 942	3 269 396 675	-10,85%
ENGAGEMENTS REÇUS			
Ordre Etablissements de crédit	4 914 281 655	3 508 537 352	-28,61%
Ordre Etat et organismes assimilés	0	0	
Autres garanties reçues	0	0	
OPERATIONS / COMPTE DE TIERS			
Valeurs encaissement reçues clients	164 933 476	361 853 676	119,39%
Titres clientèle		35 000 000	

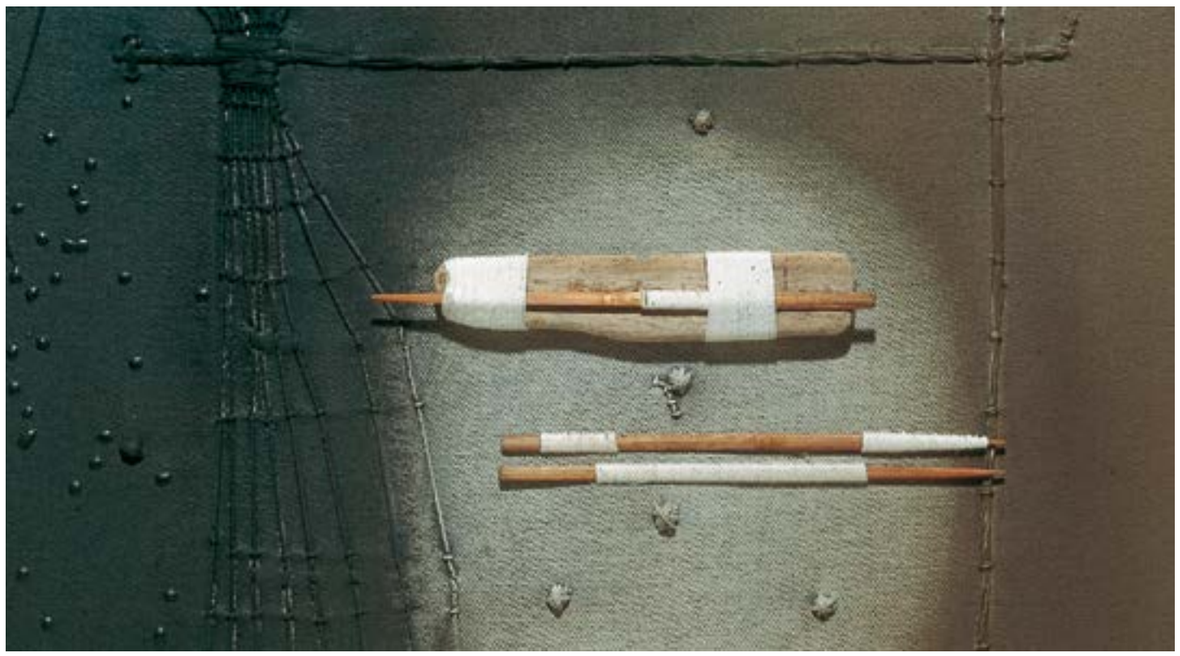
COMPTES PERTES ET PROFITS

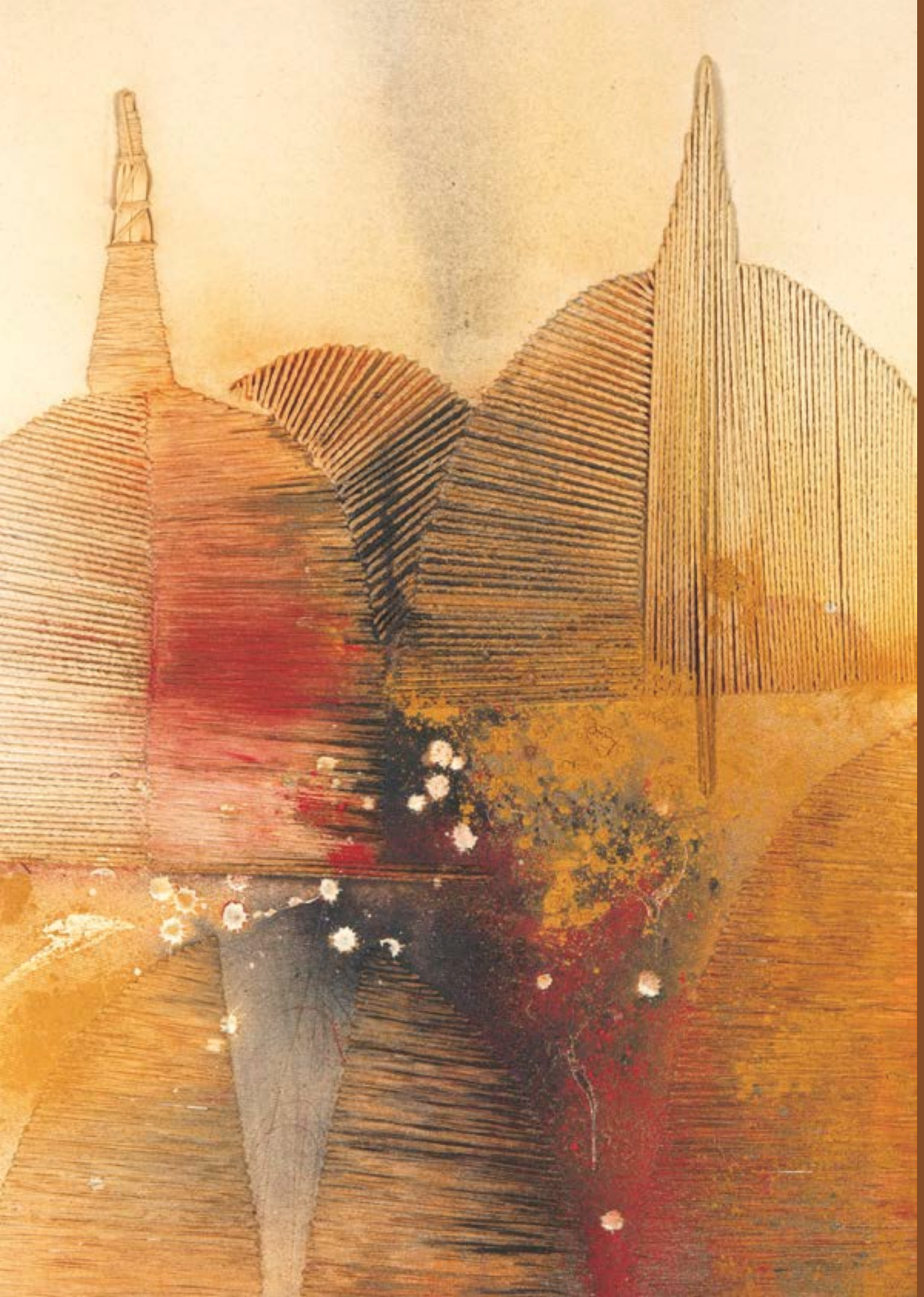
	NEW YORK			GROUPE		
PRODUITS / CREDITS CLIENTÈLE	2011	2012	Var	2011	2012	Var
Intérêts sur prêts ordinaires				4 089 463 771	4 069 680 677	-0,48%
Intérêts sur prêts aidés				3 608 073 587	3 531 077 723	-2,13%
Intérêts sur crédits promoteurs				1 382 272 696	1 899 470 650	37,42%
SOUS-TOTAL	**0**	0	0	**9 079 810 054**	**9 500 229 050**	**4,63%**
AUTRES PRODUITS BANCAIRES						
Commissions	1 035 637 152	691 224 915	-33,26%	3 506 046 908	3 766 576 666	7,43%
Autres produits	448 318 416	224 612 911	-49,90%	1 847 154 165	1 407 230 961	-23,82%
SOUS-TOTAL	**1 483 955 568**	**915 837 826**	**-38,28%**	**5 353 201 073**	**5 173 807 627**	**-3,35%**
PRODUITS DES PLACEMENTS						
Banques & corresp. bancaires				449 489 080	138 358 269	-69,22%
Produits / titres de placement				4 083 129 362	3 737 122 187	-8,47%
SOUS-TOTAL	**0**	0		**4 532 618 442**	**3 875 480 456**	**-14,50%**
TOTAL PRODUITS	**1 483 955 568**	**915 837 826**	**-38,28%**	**18 965 629 569**	**18 549 517 133**	**-2,19%**
CHARGES À CARACT. BANCAIRES						
Intérêts/C E L				2 581 366 822	1 754 802 052	-32,02%
Intérêts/Comptes à Terme				1 614 702 366	1 528 468 806	-5,34%
Intérêts/autres comptes épargne				185 098 356	151 321 457	-18,25%
Autres charges sur clientele				387 300 709	349 115 500	-9,86%
Interets sur autres emprunts				150 853 528	143 528 903	-4,86%
SOUS-TOTAL	**0**	**0**	**0**	**4 919 321 781**	**3 927 236 718**	-20,17%
Autres charges bancaires	**301 257 938**	**190 000 134**	**-36,93%**	1 387 996 077	814 836 405	-41,29%
TOTAL CHARGES	**301 257 938**	**190 000 134**	**-36,93%**	**6 307 317 858**	**4 742 073 123**	**-24,82%**

COMPTES PERTES ET PROFITS

	NEW YORK			GROUPE		
	2011	2012	Var	2011	2012	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	**1 182 697 630**	**725 837 692**	**-38,63%**	**12 658 311 711**	**13 807 444 010**	**9,08%**
Frais généraux						
Frais de personnel	240 952 511	195 367 971	-18,92%	2 915 841 523	3 251 700 887	11,52%
Matières et fournitures	59 513 555	43 332 466	-27,19%	753 080 545	714 741 916	-5,09%
Autres charges d'exploitation	316 331 380	264 363 836	-16,43%	1 677 176 710	1 995 077 883	18,95%
Impôts et taxes	137 631 529	1 260 301	-99,08%	518 256 264	571 606 113	10,29%
SOUS-TOTAL	**754 428 975**	**504 324 574**	**-33,15%**	**5 864 355 042**	**6 533 126 799**	**11,40%**
Dotations aux amortissements	27 000 690	16 556 422	-38,68%	740 726 265	668 896 069	-9,70%
Dotations aux provisions	270 964 543	443 497 047	63,67%	1 716 591 873	2 656 756 480	54,77%
Reprises sur provisions				1 815 655 894	2 167 577 582	19,38%
SOUS-TOTAL	**297 965 233**	**460 053 469**	**54,40%**	**641 662 244**	**1 158 074 967**	**80,48%**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	130 303 422	-238 540 351	-283,07%	6 152 294 425	6 116 242 244	-0,59%
Pertes				-551 367 495	-1 882 250 087	241,38%
Profits				122 130 119	251 039 577	105,55%
SOUS-TOTAL	**0**	**0**		**-429 237 376**	**-1 631 210 510**	**280,03%**
BÉNÉFICE NET AVANT IMPÔTS	130 303 422	-238 540 351	-283,07%	5 748 610 903	*4 479 142 180	-22,08%
Impôts sur Société				524 400 269	777 313 722	48,23%
BÉNÉFICE NET APRÈS IMPÔTS	**130 303 422**	**-238 540 351**	**-283,07%**	**5 224 210 634**	**3 701 828 458**	**-29,14%**

* dont 25.553.854 relatifs à des opérations intra BHS





rapport général des commissaires aux comptes

rapport général des commissaires aux comptes

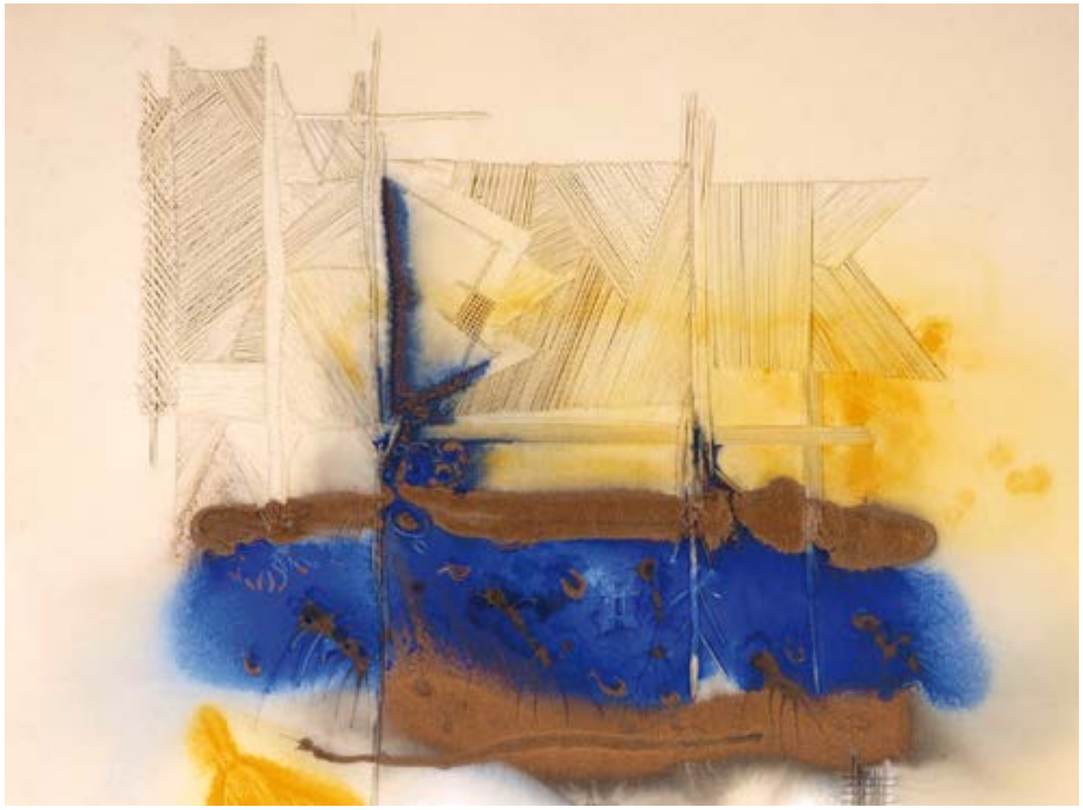
En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur:

- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne
- le contrôle des états financiers de la Banque de l'Habitat du Sénégal - BHS
- le contrôle du respect de la réglementation prudentielle
- les informations et vérifications spécifiques prévues par la loi.

Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons examiné les procédures administratives et comptables et le système de contrôle interne de la banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Cet examen a été effectué pour évaluer la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière dans le but de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier des travaux nécessaires à l'expression de notre opinion sur les états financiers. Il ne met donc pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique et plus détaillée pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les états financiers.

D'une manière générale, nous n'avons pas relevé de faits marquants entravant le fonctionnement normal des organes sociaux ou d'insuffisance significative de contrôle interne pouvant remettre en cause la régularité et la sincérité des états financiers présentés au 31 décembre 2012.



Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers constitués du bilan, des engagements hors bilan, du compte de résultat ainsi que des notes annexes aux états financiers de votre banque pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2012.

Ces états financiers ont été établis par la Direction de la Banque et ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers ci-après avec un total bilan de **F.CFA 230 443 millions** et un bénéfice net de **F.CFA 3 940 millions**, présentent sincèrement pour tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque de l'Habitat du Sénégal au 31 décembre 2012, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes aux états financiers.

rapport général des commissaires aux comptes

Règlementation Professionnelle

Nous avons vérifié le respect par la Banque des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers relatives aux conditions d'exercice de la profession, à la réglementation comptable, à la réglementation des opérations et aux normes de gestion.
A l'issue de nos travaux, il apparait que la BHS respecte l'ensemble des normes prudentielles à l'exception de celle relative à la structure du portefeuille dont le taux se situe à 52,41% alors que le minimum établi par la BCEAO se situe à 60 %. Ce ratio était à 42,15% l'exercice précédent

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la Banque.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire N° 90-06 du 26 juin 1990, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux personnes participant à la Direction, à l'Administration, à la Gérance, au Contrôle et au Fonctionnement de la Banque s'élève à 3 871 millionss de FCFA au 31 décembre 2012, soit 8,99% des fonds propres effectifs de la Banque à cette date. Le maximum autorisé est de 20%.

En application des règles spécifiques prévues en la matière, nous avons apprécié la qualité du portefeuille de la Banque et avons établi un rapport spécifique sur l'évaluation de ses cinquante (50) plus gros risques au 31 décembre 2012.

Fait à Dakar, le 9 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

CABINET MAYORO WADE
Alioune TOURE
Associé

CABINET AZIZ DIEYE
Abdoul Aziz DIEYE
Associé

résolutions

résolutions

Décisions de l'Assemblee Générale Ordinaire des Actionnaires

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration et pris connaissance des rapports général et spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article 546 de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique et aux dispositions de la loi n°2008-26 du 28 juillet 2008 portant réglementation bancaire, les approuve expressément ainsi que les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012 de la BHS Siège et de la BHS-New York et BHS US.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale donne aux administrateurs en fonction pendant l'exercice clos le 31 décembre 2012, quitus de leur gestion pour ledit exercice.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2012 de la BHS Siège de la manière suivante (en F CFA):

Report antérieur	.....	18 869 679
Résultat net de l'exercice 2012	.....	3 940 368 809
Total à répartir	.....	3 959 238 488
Réserve spéciale incluant la réserve légale (15%)	.....	591 055 321
Dividendes (2 500 F/action)	.....	2 500 000 000
Réserves de développement	.....	850 000 000
Report à nouveau	.....	18 183 167

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, avec la voix contre de la BCEAO
(qui souhaite un renforcement conséquent des fonds propres).

Troisième résolution Bis

L'Assemblée Générale ayant pris connaissance des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 de la BHS-New York et BHS-US, décide d'affecter les résultats déficitaire et bénéficiaire de 485 074 usd et 5 268 usd en report à nouveau.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux administrateurs en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnités de fonction, une somme globale annuelle nette de trente millions (30.000.000) de francs CFA. Le Conseil d'Administration en fixera librement les modalités et conditions de répartition.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, avec la voix contre de la BCEAO.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale donne pouvoir à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, en vue de procéder à tous dépôts et publication et d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

La BHS dans le social

Dans le cadre de ses activités sociales, la BHS a offert des lots de jouets aux enfants du Village SOS et de l'Empire des Enfants.

Coopération avec la Fondation SONATEL

Pour apporter davantage sa contribution dans le but d'alléger les difficultés auxquelles sont confrontées les couches sociales les plus vulnérables, la BHS va mettre en place une Fondation dédiée à la Santé, à l'Education et à la Culture.

Dans ce cadre, elle a signé une convention de Coopération avec la Fondation SONATEL, aux termes de laquelle, elle bénéficiera de l'accompagnement de cette dernière dans ses démarches. En retour, les Techniciens de la BHS assureront le contrôle et le suivi techniques du projet de la FONDATION SONATEL de construction de 41 Blocs de latrines et 41 murs de clôture dans les écoles publiques de Dakar et de 7 autres régions.

le réseau

A Dakar

Agence Principale
Bd. Général De Gaulle B.P. 229
Tél. +221 33 839 33 33
33 839 33 06
Fax : +221 33 823 80 43

Ag. des Sénégalais de l'Extérieur
Boulevard Général De Gaulle
Tél. +221 33 839 09 98
Fax : +221 33 823 80 43

Léopold Sédar Senghor
31, Av. Léopold S. Senghor
Tél. +221 33 849 82 00
Fax : +221 33 823 02 12

Sicap Jet d'Eau
Rond-Point Jet D'Eau
Tél. +221 33 825 04 55
33 825 04 44
Fax : +221 33 825 21 20

Parcelles Assainies
U.14 N° 349
Route des Niayes
Tél. +221 33 855 03 00
33 855 03 03
Fax : +221 33 855 08 00

Dans les régions

Thiès
Av. L. Sédar Senghor
Tél. +221 33 951 79 00
33 951 79 01
Fax : +221 33 951 44 00

St-Louis
6, rue Khalifa A SY x Potin
Tél. +221 33 961 61 61
33 961 62 62
Fax : +221 33 961 62 63

Touba
Touba Khaïra, Rte de la Mosquée
Tél. +221 33 978 33 65
33 978 33 64
Fax : +221 33 978 33 70

Mbour
Grand Mbour, Face gare routière
Tél. +221 33 939 71 91
33 939 71 92
33 939 71 93
Fax : +221 33 957 07 26

Ziguinchor
449, rue du Capitaine Javelier
Tél. +221 33 991 18 51
33 991 18 53
33 991 69 05
Fax : +221 33 991 18 52

A l'étranger

Harlem Office : 2092, 8th Av. 113th street,
NY 10026
Tél. +212 447-1200
Fax : +646 380-6093

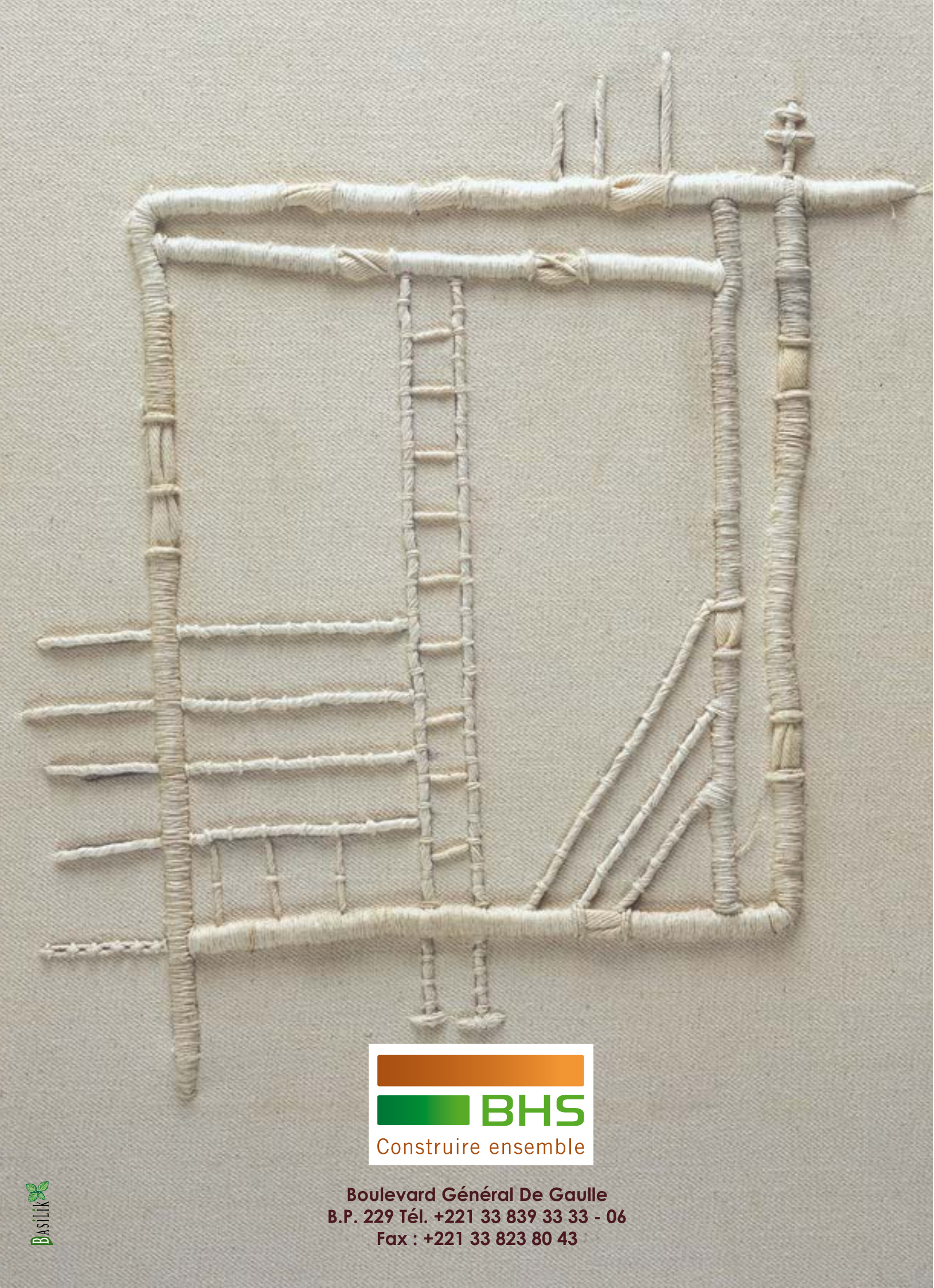
Brooklyn : 1180 Fulton Street,
NY 11216
Tél. +718 789-1007
Fax : + 347 789-4728

Columbus
4224 Eastland Square Drive
OH 43232
Tél. +614 577-9075 - 76 / 77
Fax: + 614 577-9078

Paris 19ème
BDE : 45, rue Archereau 75019
Tél. + 33 1 40 05 69 00
Fax : + 33 1 47 70 37 79

Paris 18ème
44, rue Doudeauville 75018
Tél. + 33 9 61 28 96 04
Fax : + 33 1 47 70 37 79

Marseille
BDE : 78, rue La Canebière
13001 Marseille
Tél. + 33 4 91 92 98 90
Fax : + 33 4 91 37 62 14



BHS
Construire ensemble

Boulevard Général De Gaulle
B.P. 229 Tél. +221 33 839 33 33 - 06
Fax : +221 33 823 80 43

BASILIK